

Monde du travail

LES APPRENTIS DE PLUS EN PLUS MALTRAITÉS

Manuel Valls a fait sa rentrée. Il a promis un nouveau cadeau au patronat. Depuis le début, le gouvernement Hollande est en effet aux ordres des chefs d'entreprise. Il multiplie les mesures en leur faveur. Il diminue sans cesse les droits des travailleurs. Il se prépare maintenant à attaquer les plus faibles : les apprentis.

Le statut d'apprenti a été plusieurs fois « retouché ». Le gouvernement actuel va le modifier. Hollande dit partout que la « Jeunesse est sa première priorité ». Vu ce qu'il fait, on a tous compris que c'est une priorité négative !

La mesure essentielle de cette « réforme » de l'apprentissage laisse sans voix. Il s'agit, ni plus ni moins, d'augmenter le temps de travail des jeunes, de les exploiter encore plus ! Ce que Hollande, Valls, Macron, Gattaz et Compagnie préparent, c'est la fin des 35 heures pour les ap-

prentis !

Cette attaque frontale contre les apprentis est monstrueuse. Les jeunes travailleurs sont déjà sur-exposés aux accidents du travail. Augmenter leur temps de travail, c'est multiplier les risques d'accident. Or, les chiffres montrent que les jeunes (en particulier les apprentis) ont déjà trois fois plus d'accident du travail que les adultes ! La preuve vous la trouverez

.....
" La gauche a pu croire, il y a longtemps, que la France pourrait aller mieux en travaillant moins. Tout cela est désormais derrière nous,"



- Emmanuel Macron -

.....
dans un rapport de l'INSEE (<http://www.anact.fr/web/actua->

[lite/essentiel?p_thingIdToShow=33953605](http://www.anact.fr/web/actua-lite/essentiel?p_thingIdToShow=33953605) -)

Pour leur sécurité, les apprentis devraient donc avoir un temps de travail inférieur ! L'Etat choisit de simplifier la vie des entreprises (et d'augmenter leurs bénéfices) au dépend de la sécurité des jeunes travailleurs, tout en sabotant leur formation. C'est de la maltraitance institutionnelle.

Commencer par les catégories les plus fragiles et les moins organisées de la population, c'est une tactique qui permet de lancer une réforme facilement et sans faire de bruit. On sait que ça ferait très, très plaisir aux patrons, si les 35 heures étaient aussi supprimées partout. Ce que nos dirigeants, complices des patrons préparent, c'est carrément l'augmentation généralisée du temps de travail pour tous les salariés... sans augmentation de salaire. Ne les laissons pas faire.

DU LAIT POUR LES ENFANTS SYRIENS RÉFUGIÉS A TOULOUSE

Une quarantaine de familles de réfugiés Syriens sont arrivées à Toulouse. Elles se sont logées dans le quartier des Izards dans des HLM désaffectés, voués à la démolition. Il y a actuellement une soixantaine d'enfants et 6 bébés qui vivent là dans la plus grande précarité. Cette situation est la conséquence d'une crise humanitaire mondiale dont ces

familles sont les premières victimes.

A notre très modeste niveau, face à l'incurie des pouvoirs publics et à la mollesse des structures sociales (qui ont distribué quelques paquets de pâtes à ce jour), nous anarchosyndicalistes, avons commencé à organiser une solidarité concrète. La première urgence est alimentaire.

Les enfants sont les premières victimes de la situation. C'est pourquoi nous avons commencé l'opération :

DU LAIT POUR LES ENFANTS SYRIENS RÉFUGIÉS A TOULOUSE

Tous ceux qui veulent s'associer à cette démarche sont les bienvenus.
dulaitpourlesenfantssyriens@hotmail.com

"UN AUTRE FUTUR",

un journal de la CNT-AIT de Toulouse.

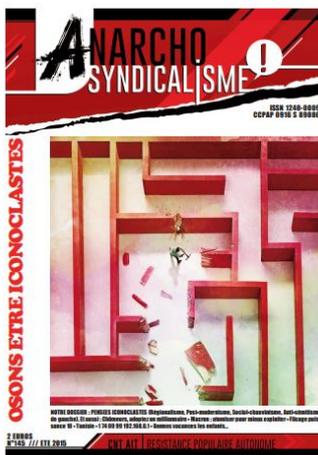
7 rue St Rémésy 31000

téléphone: 0561528648

contact@cнтаittoulouse.lautre.net

www.cнтаittoulouse.lautre.net

Pour nous rencontrer, pour un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local est ouvert au public pour une permanence tous les samedi de 17H00 à 19H00. Vous pouvez aussi nous trouver lors des tables de presse au marché de St Sernin le dimanche à partir de 10H30 et à l'université du Mirail devant les marches de l'arche le mercredi à partir de 12H30.



Le numéro 146 de notre journal "Anarchosyndicalisme !" (numéro d'été) est toujours disponible. Vous pouvez vous le procurer sur nos tables de presse. Le prochain numéro paraîtra fin septembre. Pour vous abonner passez ou écrivez-nous au 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse, en joignant un chèque de 10 euros.

Politique

SECURITE PAS SOCIALE DU TOUT

Maintenant c'est sûr, nous sommes en « sécurité ». Depuis son arrivée le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, bien à droite, a multiplié les mesures afin de développer l'arsenal policier et répressif dans la ville. Le nombre de policiers municipaux, maintenant armés, a nettement augmenté. La mairie a aussi décidé d'installer de nombreuses caméras dans le centre ville En parallèle le maire a fait une campagne de répression sur certains bars du centre qu'il accuse d'être trop bruyants. Ce sont surtout les lieux plutôt populaires qui sont visés, les plus « gros » étant laissé en dehors

de ces mesures. De même l'arrêté antimendicité et celui qui interdit la prostitution dans certaines zones ont touché les populations les plus vulnérables contribuant par là même à les stigmatiser.

Quant à ce qui concerne la véritable insécurité, celle qui frappe tous les toulousains qui ont été licenciés, qui sont au chômage, qui ont des salaires ra-plat-plats,... c'est-à-dire l'insécurité quotidienne provoquée par la misère économique, les seules mesures prises (suppression de la gratuité dans les cantines scolaires, ...) n'ont fait qu'aggraver les choses.

Charte des langues

RETOUR ACCELERE AU MOYEN-AGE

Encore un énorme scandale de plus. Non content de nous imposer un retour aux « années 1800 » avec toutes ses « Macroneries », non content d'engraisser le patronat, François Hollande veut maintenant nous imposer la « Charte des langues régionales et minoritaires ». Avec ça, on revient carrément au moyen-âge !

Cette « charte », ça a l'air sympathique comme ça. Mais ne vous réjouissez pas trop vite. Les « langues minoritaires » sont uniquement celles de l'ancien temps. En aucun cas il ne s'agit des langues minoritaires que certains d'entre nous parlent dans la réalité (arabe, bambara, espagnol, vietnamien...). Ces vraies langues n'auront droit à rien du tout. Celles qui vont être privilégiées sont uniquement celles du moyen-âge. Finalement, les personnes dont le français

est la langue maternelle, les personnes qui le parlent parfaitement bien vont grâce à ça pouvoir s'offrir le luxe, si elles en ont envie, d'exiger que les administrations leur répondent en patois (car ce sera obligatoire pour les administrations). Ceux qui ne parlent pas bien français devront continuer à tenter de l'apprendre tant bien que mal et se « farcir » en plus un parler moyen-âgeux (signalétique, documents administratifs, scolarité des enfants...).

Si vous avez un doute sur ce qui est écrit ici, allez lire la « charte » sur internet... ça donne froid dans le dos.

Et en plus, tout ça va coûter un argent fou (en traductions, en subventions aux associations régionalistes, en cours de langue régionale...) ... alors qu'on ne nous parle que de restrictions budgétaires (école, santé, cadre de vie...)

Travail = émancipation, ha bon...

Macron après avoir lancé son « Travailler moins ne nous fera pas gagner plus », vient d'en lâcher une grosse avec « Le travail c'est le moteur de l'émancipation individuelle ».

En tant que travailleur, je tiens à dire que c'est faux. Le travail, pour moi comme pour tant d'autres ouvriers, c'est essentiellement des gestes répétitifs et pénibles. Nous n'allons pas au travail pour nous émanciper mais pour répondre à des besoins économiques.

Si le travail était émancipateur pour tous, alors il serait facile pour les ouvriers d'avoir accès à des formations (alors qu'en réalité les démarches pour obtenir la moindre formation sont pénibles, sélectives et, quand on réussit à en décrocher une, c'est avec une diminution de notre salaire pendant la formation !).

Si par le travail on cherchait à

nous émanciper, alors, le travail de nuit ne serait pas toléré (comme il l'est pour répondre aux « besoins » du marché, c'est-à-dire à la rentabilité).

Si par le travail on cherchait à nous émanciper, son organisation favoriserait la vie personnelle et familiale. Par exemple, le dimanche ne pourrait être travaillé, pour pouvoir passer du temps avec ses enfants, sa compagne ou son compagnon, se cultiver.

Si le travail était émancipateur pourquoi y aurait-il autant de consommateurs d'antidépresseur et d'anxiolytiques parmi les salariés ? Manifestement, le sieur Macron emploie un mot (le mot « travail ») dont il ignore le sens profond. C'est pourquoi je lui propose un petit stage : qu'il vienne me remplacer à l'usine pendant un mois... On verra s'il tient la cadence et s'il se sent plus émancipé après ça !

Je fais partie des travailleurs qui

veulent « Travailler moins pour gagner plus ». C'est-à-dire passer plus du temps à des choses qui m'émancipent davantage, par exemple être sympathisant actif dans une Association Internationale des Travailleurs, pouvoir passer un peu de temps avec les « vieux » de mon quartier, partager un jardin collectif, entraider des personnes dans l'urgence alimentaire... devenir chaque jour plus humain au lieu de me sentir transformé en robot !

Les moteurs de l'émancipation individuelle sont l'entraide, la solidarité, les rencontres, les échanges. Le travail pourrait être effectivement émancipateur, mais ses véritables valeurs sont oubliées et font place à la concurrence et la compétitivité. Tous les articles des lois Macron (Loi dite 49.3) sont des obstacles à l'émancipation.

- *Un travailleur qui à soif d'émancipation individuelle* -

La solidarité : Un principe du vivant

Dans la nature les exemples de coopération réussies entre les êtres vivants individus, y compris entre des individus d'espèces différentes, sont innombrables. De même toutes les réalisations, tous les progrès de l'espèce humaine n'ont pu avoir lieu que grâce à l'appui mutuel des êtres humains.

Une des conséquences de la réussite évolutive de cet esprit coopératif est le plaisir que l'on éprouve à donner et à partager. D'ailleurs que chacun s'interroge, qu'est-ce qui est le plus viable, une société construite sur ce plaisir ou bien une société où domine la peur ? Laquelle a le plus de chance d'évoluer dans le futur ?

Il est bon de savoir se poser ce genre de question, pour découvrir que vivre ce n'est pas que survivre, vivre c'est ici et maintenant poser les bases d'un avenir meilleur que le présent. Vivre c'est défendre ce principe naturel et universel de solidarité et d'entraide.

Les anarchistes n'ont jamais fait autre chose que de défendre comme ils ont pu ce principe fondamental, contre vents et marées, contre toutes les tyrannies qui d'une façon ou d'une autre ne font que nier la solidarité. Hier comme aujourd'hui, face aux difficultés du moment, nous appelons à rejeter toutes les tentations égoïstes, qu'elles soient d'ordre individuel, d'ordre national ou d'ordre communautaire.

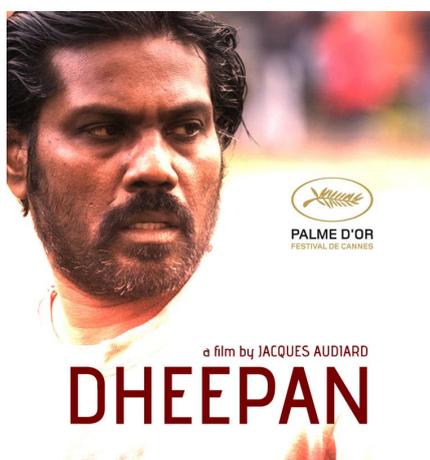
Pendant ces deux dernières années, Michel Combes, patron d'Alcatel, a détruit 10 000 emplois.

Ce 1er septembre, il a quitté son poste, avec dans la poche une jolie « prime » de départ : pratiquement 14 millions d'euros en actions. Et il a déjà trouvé un nouvel emploi : il va prendre la tête de Numéricable-SFR.

Elle est pas belle, la vie ?

Cinéma

DHEEPAN, ENCORE UN FILM BIEN POURRI CONTRE LES CITES



Le réalisateur Jacques Audiard a choisi de situer son film Dheepan dans une cité. Et là, il s'est lâché. Il a repris tous les vieux clichés bien pourris : c'est presque la guerre civile au quotidien, tout le monde

deale, tous les jeunes sont des voyous... Dégueulasse. La réalité des cités, il ne la montre surtout pas. Par un mot sur les mamans qui sont femme de ménage et qui partent nettoyer les bureaux à 4 heures du matin. Rien non plus sur les papas qui se crèvent sur les chantiers du bâtiment et travaux publics. Monsieur Audiard pense sûrement que les bureaux se nettoient tous seuls et que sa villa aussi s'est construite toute seule.

On nous dira que c'est une « fiction ». Nous répondons que c'est une propagande odieuse. Odieuse et mensongère : Audiard a tourné son film dans la Cité de la Cou-draie. Le journal « Les Inrocks »

nous apprend que dans cette cité, pas un seul coup de feu n'a été tiré depuis au moins 20 ans !

Si Audiard avait tourné son film dans un quartier huppé et qu'il n'avait montré que des politiciens queutards, de grands bourgeois fraudeurs aux impôts, des patrons corrupteurs, des noble pédophiles, des porteurs de valises de billets vers les paradis fiscaux... tout le monde aurait dénoncé la caricature. Mais quand il caricature les cités, tous les médias applaudissent et on lui donne la palme d'or à Cannes. Conclusion : les pauvres, tout le monde peut leur cracher dessus. Et en plus on donne la « palme » à ceux qui les insultent.

Rues et lieux de Toulouse

RUE DES FRERES LION



Ils ont donné leur nom à une rue du centre ville, mais qui étaient les Frères Lion ?

Fils de Jean-Louis Lion, fer de lance du mouvement anarchosindicaliste toulousain au début du XXème siècle, Henri et Raoul Lion étaient imprimeurs à Toulouse dans les années 1930/1940. Eux-mêmes anarchistes et libre-penseurs, ils imprimaient la presse libertaire dans leurs ateliers (dont le

principal se situait dans l'actuelle rue Croix-Baragnon. Une grande plaque y commémore leur souvenir).

Lorsque les nazis envahissent la France (juin 1940) et avant même qu'ils n'anéantissent la zone dite « libre », ils deviennent immédiatement les principaux imprimeurs de la Résistance. Ils éditaient dans la plus grande clandestinité les tracts et journaux du réseau Combat, du groupe Liberté (composé d'anarchosyndicalistes espagnols exilés à Toulouse) mais aussi d'autres réseaux de résistance (dont ceux de Maurice Fonvielle, de Raymond Naves, d'Adolphe Coll).

Les frères Lion imprimaient tout aussi clandestinement des fausses

cartes d'alimentation pour les combattants des maquis ainsi que des faux papiers pour sauver les personnes persécutées par la Gestapo et la police locale.

Perquisitionnés deux fois par la police qui ne trouve rien dans l'atelier, Henri et sa compagne Amélie sont arrêtés le 4 février 1944 avec tous les travailleurs de l'imprimerie. Raoul est arrêté le 5 février. Un « bon français », un jeune collabo, les avait dénoncés.

Emprisonné, torturé, Henri est déporté au camp de concentration de Mauthausen puis assassiné le 21 septembre 1944 par gazage au camp du « Château de Hartheim ». Son frère Raoul avait été assassiné de la même façon neuf jours avant.